



25 février 2009

**Prise de position du Mouvement européen – Ille-et-Vilaine,
sur « la politique européenne de coopération au développement »**

Dans sa prise de position du 14 novembre 2006, la Section Ille-et-Vilaine du Mouvement européen France (ME-35) prenait acte du fait que l'UE et ses États membres étaient, collectivement, le premier fournisseur d'aide publique au développement (APD) ; cependant, le ME-35 demandait certains engagements qui restent tout à fait valables (annexe).

Depuis, deux événements majeurs sont apparus qui justifient de préciser certains points :

- la crise financière, qui, si elle conduisait à des révisions du financement de l'aide publique au développement (APD), ajouterait à ses conséquences économiques et sociales un dramatique aspect humanitaire,*
- le changement de statut de certains pays, passés de l'état de pays en développement (PED) à celui de pays émergents : on peut certes s'en réjouir, mais aussi craindre que le comportement de ces pays n'aggrave encore la situation des pays les moins avancés (PMA).*

Dans ce contexte, le ME-35 demande :

- que les *engagements financiers* pris lors du Conseil de mai 2005 et confirmés par celui de mai 2008 soient tenus : porter collectivement l'APD à 0,56 % du RNB d'ici 2010 et à 0,7 % du RNB d'ici 2015 ;
- que l'Union et ses États membres poursuivent les efforts en vue d'améliorer la *gouvernance* dans les pays bénéficiaires de l'APD : il s'agit de soutenir la reconsidération des politiques et des méthodes des institutions internationales (Banque Mondiale, FMI), mais aussi de s'appuyer sur les forces vives des pays bénéficiaires ("appropriation" par les parlements, la société civile et le secteur privé) ; ceci bien entendu dans le respect des valeurs fondamentales de l'Union ;
- que les États membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) résistent, en tenant compte des spécificités du secteur agricole, à toute dérive *protectionniste*, dont les effets à moyen ou long terme seraient dévastateurs ; l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) de l'OMC doit veiller à la cohérence de ces politiques avec les objectifs d'aide au développement de ses membres ;
- que l'aide financière au développement gérée par la Commission européenne ait pour finalité exclusive de lutter contre *la pauvreté*, conformément au Traité et aux engagements internationaux de la Communauté européenne.
- qu'une organisation internationale soit désignée, voire créée, pour vérifier que les *investissements* des pays industrialisés ou émergents dans les PMA respectent les intérêts durables de ces pays (cas de l'achat de terrains agricoles pour les productions alimentaires ou de carburants) ;
- enfin avoir à l'esprit que la politique de coopération au développement n'est pas seulement bénéfique aux pays partenaires mais *aussi* à l'Union européenne (diminution de l'immigration clandestine, protection de l'environnement global, développement du commerce, intensification des relations internationales, etc...)

* * *

Cette prise de position a été adoptée par consensus le 25 février 2009 à Rennes au cours d'une réunion "Message à l'Europe" ouverte aux adhérents du ME-35 et au public.

Le Mouvement européen Ille et Vilaine (ME-35) est une Section locale du Mouvement européen France, lui-même affilié au Mouvement européen International. Le Mouvement Européen France, créé en 1949, regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent s'engager en faveur de la construction européenne. La présente prise de position n'engage que le ME-35.

English version overleaf



**Position Paper by the Mouvement européen – Ille-et-Vilaine, France
on « the European development & cooperation policy»**

In its November 2006 declaration, the Ille-et-Vilaine Section of the Mouvement européen France (ME-35) noted that the EU and its Member States were the world's foremost donors of development aid; yet, ME-35 insisted on further commitments which remain valid to this day

Since then, two major events have made it necessary to update the previous statement:

- *The financial crisis – which, should it lead to a reduction of development aid, would add dramatic humanitarian consequences to its economic and social impact,*
- *The change of status of some countries which have moved up from the status of 'developing countries' to that of 'newly industrialised countries': undoubtedly something to rejoice about, but, which, on the other hand, might lead them to disregard and thus, weaken the situation of the least developed countries.*

In this context, ME-35 insists:

- that the *financial commitments* agreed upon at the May 2005 Council and confirmed in May 2008 be kept : namely to raise the collective development assistance to 0.56 % of the GNI (Gross National Income) by 2010 and to 0.7 % of the GNI by 2015;
- that the EU and its Member States pursue their efforts in order to improve good *governance* in the recipient countries: this is about supporting the reappraisal of policies and methods of international institutions such as the World Bank and the IMF, and also about cooperation with the recipient countries: promoting in-depth political dialogue, participation in civil society and the private sector; in due respect of the shared values underpinning the EU;
- that the Member States of the World Trade Organisation (WTO), while taking into account the specificities of agricultural issues, oppose all *protectionist* trends which would prove damaging in the mean or long term; the trade policy review mechanism (TPRM) of the WTO should ensure the consistency of its policies with the goals of the development assistance programmes of its members;
- that the financial development aid coordinated by the European commission be exclusively aimed at *reducing poverty*, in accordance with the Treaty and the international commitments of the European Union;
- that an international organisation be designated – or created – to check that all *investments* by industrialised or medium-income countries in least developed countries respect sustainable development in the said countries (for example when arable lands are bought for food- or fuel-producing crops);
- that the EU always bear in mind that development and cooperation policies do not only benefit to the recipient countries but *also* to the EU itself (by reducing illegal immigration, by protecting global environment, by developing world trade, by improving international relations, etc.)

* * *

The above position paper was approved by consensus on February 25, 2009, in Rennes, at a 'Message à l'Europe' meeting, open to ME-35 members and to the public.

The Mouvement européen Ille-et-Vilaine (ME-35) is a local section of the Mouvement européen France, itself affiliated to the International European Movement. The Mouvement Européen France was founded in 1949 and it brings together, beyond their political affiliation, people and associations committed to the European construction. Only the ME-35 is committed by the present position paper.

version française au verso